



**Se mobiliser contre la
communautarisation,
facteur d'exacerbation
des crises pastorales
et sécuritaires dans
l'espace sahélien**

Le développement du jihadisme et le recours à des groupes d'autodéfense d'obédience communautaire pour y faire face cristallisent les crispations identitaires et ethniques, ce qui exacerbe les tensions et les préjugés préexistants entre les communautés.

Au Sahel, les communautés pastorales ont de longue date fait l'objet de préjugés culturalistes, l'élevage étant perçu comme l'activité porte-étendard de certains groupes ethniques. Désormais, l'idée selon laquelle ces communautés seraient les instigatrices ou les complices des insurrections jihadistes gagne les esprits d'un grand nombre d'acteurs sahéniens. Pareils clichés favorisent les exactions contre les populations issues de ces communautés. Dans un tel contexte, le recours à des groupes d'autodéfense, constitués essentiellement de populations sédentaires, aggrave la situation.

Ainsi, la lutte anti-terroriste se superpose souvent à des règlements de compte locaux, le plus souvent liés au foncier. Au sein même des populations pastorales, des antagonismes anciens découlant de l'exploitation concurrentielle des ressources naturelles sont envenimés par le fait que certains cherchent à réveiller ces antagonismes par l'adhésion à des groupes armés. Les violences commises entraînent des cycles de représailles en chaîne et renforcent la mécanique d'adhésion aux groupes armés.

Les crispations identitaires exacerbées par les réponses militaires

Les éleveurs sont très souvent victimes d'une marginalisation dans les politiques publiques de la plupart des pays de la région où la mobilité du bétail souffre d'une image négative dans les discours et les textes. Dans le sillage de la construction postcoloniale d'États forts et sécurisés, les pouvoirs publics ont favorisé le processus de sédentarisation des élevages mobiles. Cela a contribué à renforcer la méfiance des communautés pastorales et leur rapport distancié avec l'État et ses institutions. Ce climat de méfiance réciproque est propice au développement d'idées stéréotypées tenaces à l'égard des éleveurs, en particulier des pasteurs transhumants.

Les éleveurs sont associés à tort à la violence quelle que soit sa forme. Hier suspectés d'alimenter les principales filières de banditisme au Sahel, ils seraient aujourd'hui le fer de lance des groupes jihadistes. Cette perception répandue parmi les autorités nationales et locales, ainsi que parmi les communautés sédentaires, conduit à ternir les relations que ces acteurs entretiennent avec les pasteurs. Ces derniers sont de moins en moins perçus sous le prisme de leur spécificité socioprofessionnelle, mais plutôt à travers leur ethnie d'origine et leur supposée collusion avec les jihadistes.

Jusqu'à ce jour, les réponses apportées aux insurrections jihadistes ont mis l'accent sur les interventions militaires menées par les États sahéniens avec le soutien des pays occidentaux et des Nations Unies, d'une part, et sur la création et/ou le renforcement de groupes d'autodéfense (Mali, Burkina Faso et même Niger depuis peu) d'autre part. Pour l'heure, ces types de réponses n'ont pas contribué à apaiser le climat, ni à restaurer la confiance entre les différentes parties en présence.

Dans un tel contexte, trois conséquences majeures liées aux crispations et aux tensions peuvent être notées dans la zone sahélienne.



La crise du pastoralisme est aggravée par le lourd tribut humain et économique que les éleveurs payent à la crise sécuritaire

Les exactions perpétrées contre les éleveurs affectent durement des milliers de familles au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Au cours de la période récente, les actes d'injustice commis à l'encontre des éleveurs, – notamment l'arrestation de plusieurs milliers d'entre eux, souvent sur la seule base de leur appartenance ethnique – ont plongé leurs familles dans la précarité. Les exécutions sommaires ont décimé de nombreuses familles, augmentant le nombre de veuves et d'orphelins, tout en entraînant de profondes conséquences psychologiques, sécuritaires et économiques au sein des ménages impactés. Ces actes se sont doublés de pratiques de prédation : le phénomène ancien de vol de bétail a connu une expansion au cours des dernières années, ce qui augmente la vulnérabilité des communautés pastorales.



La compétition autour de l'accès aux ressources naturelles s'est exacerbée, y compris entre les éleveurs. Dans toutes les zones pastorales du Sahel, les racines des anciens conflits liés à l'usage des ressources restent vivaces, ce qui entretient des tensions entre agriculteurs et éleveurs le plus souvent, mais aussi entre acteurs issus d'une même communauté. Dans la zone exondée du Centre du Mali, comme dans plusieurs localités du Sahel burkinabè, des groupes d'autodéfense constituent le bras armé des populations sédentaires qui, sous couvert de la lutte antiterroriste, remettent en cause par la force les droits d'usage ou de propriété foncière des familles d'éleveurs, y compris parfois d'agropasteurs.

Dans la zone du Liptako-Gourma, des éleveurs appartenant à différentes communautés ont fait le choix de rejoindre des groupes armés pour assurer la sécurité de leurs cheptels ou régler des différends provoqués par la compétition autour des ressources pastorales. Les déplacements internes de populations – qui se chiffrent en millions de personnes dans la région et qui se font généralement sur des bases communautaires – ont bouleversé les droits d'usage des ressources locales, le plus souvent au bénéfice des communautés restées sur place.

Les personnes victimes d'exactions ou leurs parents sont souvent poussés dans les bras des groupes jihadistes parce qu'ils cherchent à se protéger ou parfois à se venger. Ainsi, l'adhésion aux groupes jihadistes n'est pas toujours sous-tendue par des motivations religieuses. Elle constitue souvent un moyen de faire face aux exactions, violences et injustices diverses.

La militarisation croissante des diverses communautés donne l'impression - en grande partie fautive - d'une polarisation frontale des communautés

Compte tenu des nombreuses suspicions, accusations et violences dont les pasteurs font l'objet, une grande majorité d'entre eux se sent aujourd'hui victime de stigmatisation. Ce sentiment aggrave la situation et les pousse à adopter une attitude de repli communautaire propice à la formation et au développement de groupes armés au sein desquels l'identité prime désormais : c'est singulièrement le cas actuellement au sein de la communauté peulh. Par ricochet, ce repli engendre celui des autres communautés qui estiment devoir se défendre contre ce qui apparaît comme un « phénomène peulh ».

L'image d'une polarisation des communautés, largement amplifiée par les réseaux sociaux, tend à s'imposer au détriment de la réalité du terrain. Cette réalité doit pourtant être nuancée. D'une part, aucun groupe armé n'est exclusivement peulh, et d'autre part la majorité de la communauté peulh rejette l'adhésion à ces groupes. Ces groupes recrutent, de plus en plus, au sein de toutes les communautés et revendiquent leur appartenance à la communauté des musulmans (Oumma) qui transcende les logiques ethniques. Par ailleurs, même si elles sont prisonnières de cette polarisation, les communautés tentent le plus souvent de se soustraire de la tutelle des groupes armés, en essayant de construire la paix entre elles.



L'urgence d'agir en faveur de transformations positives et durables

Ce cycle de violences et de stigmatisations nécessite un engagement fort des autorités nationales et régionales pour favoriser un climat d'entente et de cohésion sociale qui protège les droits humains de toutes les communautés et de tous les citoyens. A leur côté, le RBM s'engage à agir fortement pour : (i) mettre fin à l'impunité et aux exactions ; (ii) restaurer la confiance au sein des communautés pastorales et avec les autres communautés ; (iii) promouvoir une approche de lutte anti-terroriste basée sur la sécurité humaine ; et (iv) valoriser le rôle et la contribution des organisations socioprofessionnelles dans la création de sociétés plus harmonieuses et épanouies.

De manière concrète, l'engagement des pouvoirs publics, avec le soutien de toutes les parties prenantes dont le RBM, doit être multiforme et prendre en charge les exigences suivantes :

Mettre fin à l'impunité et regagner la confiance des communautés pastorales. À cette fin, il s'avère nécessaire de mettre en place des mécanismes efficaces et opérationnels permettant de poursuivre, et surtout, de punir les auteurs des crimes de sang commis contre des populations civiles, quelle que soit leur appartenance ethnique, religieuse ou professionnelle. La lutte effective contre l'impunité est une condition indispensable pour la sécurité d'une part, et pour la réconciliation et le vivre ensemble entre les communautés d'autre part. Elle permettra de limiter le risque de répétition de ces crimes et de briser le cercle vicieux de la violence et de la vengeance. Le retour des services publics sociaux (éducation, santé, accès à l'eau) en zone pastorale, là où cela est possible, est aussi indispensable si les États veulent regagner la confiance des populations.

Mettre un terme aux abus perpétrés par les groupes d'autodéfense. Selon les contextes, l'atteinte de cet objectif requiert des actions différentes qui vont toutes au-delà de la lutte contre l'impunité. Il peut s'agir de limiter les prérogatives

des groupes d'autodéfense, de renforcer leur encadrement ou de réviser leur composition, afin de la rendre plus inclusive.

Recentrer la lutte anti-terroriste sous l'angle de la sécurité humaine. Cette mutation est nécessaire pour améliorer l'image des FDS auprès des éleveurs. Cela suppose de prioriser la protection des populations civiles, notamment à travers la lutte contre le banditisme qui affecte la vie quotidienne des éleveurs et menace leurs moyens d'existence, en particulier à cause du vol de bétail.

Valoriser le rôle des organisations socioprofessionnelles rurales comme acteurs clés en matière de dialogue et de concertation. Cela permettra de replacer les communautés agricoles et pastorales de la région au cœur des initiatives promues en matière de prévention et de gestion des conflits, notamment grâce à la mise en œuvre de solutions pertinentes répondant au défi du développement durable de leurs activités et de leurs terroirs.



Cette note aux décideurs a été préparée sur la base des résultats de l'étude RBM « Entendre la voix des éleveurs au Sahel et en Afrique de l'Ouest : Quel avenir pour le pastoralisme face à l'insécurité et ses impacts ? » (Septembre 2021)



Restez en contact

Réseau Billital Maroobé – BP: 10 648 Niamey Niger – Tel : +227 20 74 11 99



<https://www.maroobe.com/>



@RBM



@RBM



@RBM



@RBM